

**EUROPE  
ACTION**

nouvelle formule **2<sup>F</sup>**  
photos et dessins

# LA GUERRE OU LA PAIX?



**DANS CE  
NUMÉRO  
LE BILAN  
DE 1963**

**13** - JANVIER 1964

# En 1963, ceux qui ont fait " EUROPE ACTION "

En 1963, ont apporté leur collaboration ou participé aux entretiens d'Europe-Action :

Maurice Bardèche, Georges Bousquet, le Centre d'Etudes pour une Economie organique, Coral, Henry Coston, Jean Cau, Pierre Debray, Roger Deleplanque, Jean-André Faucher, Gilles Fournier, Christian Garnier, Raoul Girardet, Pierre Hofstetter, Luis Ibaguren, Jacques Isorni, Noël Jacquemart, Pierre Lamotte, Guy Lancelot, Jean-Marie le Pen, André Lafont, Fabrice Laroche, Anne Loesch, Antonio Lombardo, Pierre Marcenet, Henry Martin-Dupont, Michel Morlan, François d'Orival, Jacques Perret, Guy Persac, Jacques Ploncard d'Assac, Christian Poinsignon, Henri Prieur, Erwin Ratz, Lucien Rebatet, Philippe Roux, Saint-Loup, Michel de Saint-Pierre, Anne Sylvestre, Jean-Louis Tixier-Vignancour, Jean Thomazo, Roger Trinquier, Jacques Vassigny, Dominique Venner.

« EUROPE-ACTION de février publiera une rétrospective des Procès Nationalistes de 1963 :

Roger Holeindre — Georges Bousquet — Patrick Edel — Pierre Delhomme — Armand Belvisi — Maurice Gingembre — Jean-Paul Lo Cicéro, etc...

## EN 1963 LA PRESSE D'OPINION A JUGÉ :

### La Voix Communiste :

« Saluons sans réticences le savoir faire des gens d'Europe-Action ».

### Rivarol :

« Un son nouveau ».

### Le Charivari :

« Une place que nul ne saurait contester ».

### L'Humanité :

« Justifier idéologiquement les buts des ultras ».

### Aspect de la France :

« Une étude remarquable ».

### L'Express :

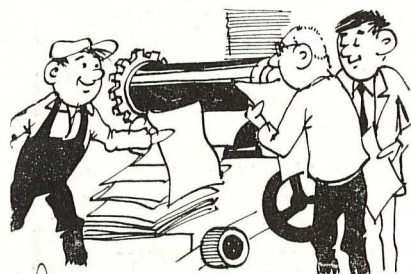
« La plate-forme de Tixier ».

### Politique Eclair :

« Europe-Action s'est imposé dès le premier numéro ».



on prépare le journal.....



le journal est imprimé....



.... transporté....



..crié ... Expédié...



..diffusé partout..

En 1963  
« EUROPE ACTION »  
a publié

2 numéros spéciaux :

« QU'EST-CE QUE  
LE NATIONALISME »

« ELEMENTS POUR  
UNE ECONOMIE ORGANIQUE »



# CELA S'EST PASSÉ EN 1963

## JANVIER

### Vendredi 4 :

- L'Assemblée Nationale adopte le projet de loi instituant la Cour de Sécurité de l'Etat, destinée à juger les patriotes.

### Lundi 7 :

- « L'Humanité » développe pour la première fois les critiques de Moscou contre la Chine et l'Albanie.
- La négociation Cuba-Washington pour l'échange des prisonniers anticastristes contre du matériel sanitaire, aboutit à un accord.
- L'Etat algérien s'empare de 800.000 hectares de terres « vacantes ».
- Les U.S.A. et l'U.R.S.S. font savoir à U Thant qu'ils s'entendent assez bien pour dessaisir l'O.N.U. de la question de Cuba.

### Lundi 14 :

- Discours De Gaulle : la Grande-Bretagne ne peut entrer dans le Marché Commun.

### Jedi 17 :

- Un certain nombre d'entreprises qui travaillaient pour l'Algérie déposent leur bilan.

### Jedi 24 :

- 10 condamnés à mort sont exécutés à Tunis.

## FEVRIER

### Vendredi 1<sup>er</sup> :

- Accord commercial franco-soviétique.

### Lundi 4 :

- Ben Bella préside à l'installation en Algérie du mouvement terroriste de « libération angolaise ».

### Mardi 5 :

- Après la provocation du mouvement N.A.A.C.P., destinée à faire inscrire l'étudiant de 40 ans J. Meredith à l'Université du Mississippi, 4 blancs sont inculpés par le jury fédéral pour « manifestations ».

### Mercredi 6 :

- Sous un mauvais prétexte, M<sup>e</sup> Isorni est suspendu pour 3 ans.

### Vendredi 8 :

- Coup d'Etat en Irak. Kassem est exécuté. Le Colonel Aref, nassérien, prend le pouvoir et se nomme maréchal.

### Samedi 9 :

- M. Pisani, ministre de l'Agriculture, insulté dans les rues par la population.

### Mercredi 13 :

- Violentes manifestations en Algérie contre Ben Bella.

### Mardi 19 :

- Manifestations à Bruxelles, en réponse à des sévices dont les Belges ont été victimes au Congo.

### Mardi 26 :

- Le colonel Argoud est illégalement enlevé à Munich par des agents spéciaux gaullistes, puis livré à la police française.

# LA GUERRE OU LA PAIX ?

La guerre n'est pas seulement militaire, elle peut être politique, économique, idéologique, sociale. En ce sens, nous sommes dans un monde en guerre, un monde en lutte. Si l'affrontement de forcés hostiles a existé de tout temps, il est certain que le XX<sup>e</sup> siècle, par son développement démographique et sa puissance technique, en a prodigieusement augmenté l'ampleur et les conséquences.

Ce sont les différents aspects de ces affrontements que nous étudions dans ce numéro. Ou, plus exactement, le bilan de ces affrontements en 1963. Dresser ce bilan, c'est voir plus clair pour l'année 1964. Nous avons choisi les aspects les plus proches, on s'apercevra qu'ils sont également les plus importants.

En page 7, Pierre Marcenet fait, tout d'abord, le bilan de l'année, sur le plan international, de l'Indochine à la crise américaine, en passant par le conflit Sino-Soviétique.

En page 9, Guy Persac, rédacteur en chef d'une importante revue économique, apporte, enfin, une pleine clarté sur nos relations avec les pays sous-développés.

En page 10, Christian Garnier, qui tiendra, désormais, chaque mois, notre chronique militaire, nous offre le tableau peu brillant de l'armée française, face à ses engagements.

En page 15, Henri Prieur, avec sa précision habituelle, prévoit, à partir des résultats de 1963, de sombres perspectives économiques pour cette année.

En page 18, Jean Denipierre, avec toute la compétence requise, montre les conséquences de l'orientation donnée par le régime à l'enseignement.

En page 19, Fabrice Laroche, dont l'ouvrage, « Salan devant l'opinion » (1), a montré la lucidité dans l'analyse, présente l'un des aspects de la crise qui ébranle le monde catholique, en pleine évolution.

En page 11, ce dossier, complété par nos fiches cartonnées et détachables, pourra, nous l'espérons, vous permettre de comprendre, plus complètement et plus librement, les événements et les hommes.

Jacques de Larocque, qui doit faire face à une activité toujours plus grande de dessinateur politique, nous a demandé de le relever de sa responsabilité de Directeur. Il reste, bien sûr, des nôtres, et vous retrouverez chaque mois l'inimitable Coral, dans sa rubrique, « La Poubelle ». Christian Poinignon a accepté de le remplacer. Nos lecteurs habituels le connaissent bien. C'est, de plus, un publiciste confirmé, correspondant de plusieurs journaux de province, collaborateur de notre ami Henry Coston, avec qui il réalisa l'ouvrage « Partis, journaux et hommes politiques » (2). Il en prépare un autre sur la presse.

L'Equipe.

(1) Editions Saint-Just — 9, rue aux Ours — Paris-3<sup>e</sup>.

(2) La Librairie Française — 58, rue Mazarine — Paris-6<sup>e</sup>.

(suite de la page 3)

## MARS

### Vendredi 1<sup>er</sup> :

- Début de la grève des mineurs, dans les bassins du Nord et de l'Est.

### Dimanche 3 :

- Un décret autorise la réquisition des mineurs. Elle restera pratiquement sans effet.
- Le colonel Gardes est expulsé par le gouvernement franquiste.

### Lundi 4 :

- 6 condamnations à mort au procès du Petit-Clamart.
- La B.B.C. diffuse une interview de Georges Bidault, président du C.N.R.

### Jeudi 7 :

- M. et Mme Adjoubéi, gendre de Khrouchtchev, sont reçus par le Pape.

### Lundi 11 :

- Le colonel Bastien-Thiry est assassiné.

### Mercredi 13 :

- Extension de la grève : 1.500 mineurs lorrains manifestent à Paris. Le gouvernement répond en créant un comité des « sages », formé de technocrates (Massé, Bloch-Laîné, Masselin).

### Samedi 30 :

- Algérie : les derniers biens européens sont nationalisés.

## AVRIL

### Jeudi 5 :

- Reprise du travail dans les charbonnages, malgré l'avis des travailleurs. Delfosse, secrétaire général de la C.G.T., accusé de collaboration avec le régime, est violemment pris à partie.

### Mercredi 10 :

- Le Pape Jean XXIII publie l'encyclique « Pacem in Terris » ; celle-ci est très chaleureusement accueillie, à l'Est comme à l'Ouest.

### Jeudi 11 :

- Nasser préconise la création d'un état fédéral Egypte-Syrie-Irak.

### Mercredi 17 :

- Augmentation des salaires en France : 4,7 % ; en Allemagne : 7,1 % ; en Italie : 9,8 %.

### Mercredi 24 :

- Le gouvernement, satisfait de l'attitude de l'U.N.E.F., rétablit sa subvention (10 millions).

### Samedi 27 :

- De Gaulle déclare, à propos de la sécession de l'Algérie : « C'est une réussite internationale comme on n'en voit pas souvent ».

## MAI

### Lundi 6 :

- Michel Debré, ancien premier ministre, est élu à la Réunion sur le thème « Réunion française ».

### Jeudi 9 :

- Joël Le Tac, frère d'Yves Le Tac, est entendu comme témoin au procès des escrocs du C.N.L. Le président Fonade rappelle que le C.N.L. a versé 33 millions à ce dernier.

### Lundi 13 :

- Emeutes raciales aux Etats-Unis. Kennedy, s'opposant au droit des

Etats et à la volonté populaire, fait intervenir les troupes fédérales contre ses compatriotes.

### Mardi 14 :

- Les éléments nassériens sont exclus du gouvernement en Syrie.
- Purge en Tchécoslovaquie.

### Mercredi 15 :

- Incidents à Prague entre étudiants tchécoslovaques et étudiants noirs.

### Lundi 20 :

- Putsch écrasé à Ankara (Turquie).

### Jeudi 23 :

- Guy Mollet déclare : « l'unité se fera un jour avec les communistes ».

## JUIN

### Lundi 3 :

- Le Pape Jean XXIII meurt. La conscience universelle est en deuil.

### Mercredi 5 :

- Impliqué dans le scandale de mœurs qui agite l'Angleterre, le ministre Profumo démissionne.

### Jeudi 6 :

- Un blanc est assassiné dans une émeute noire en Caroline du Nord.

### Mercredi 19 :

- Les anciens dirigeants du Mouvement « Jeune Nation » sont très sévèrement condamnés par la Cour de Sécurité de l'Etat.

### Jeudi 20 :

- La flotte française se retire de l'O.T.A.N. en Atlantique, après en avoir fait autant en Méditerranée.

### Vendredi 21 :

- Election pontificale du cardinal Montini. Il prend le nom de Paul VI.

### Lundi 24 :

- La France consacre 2,8 % de son revenu national aux pays sous-développés (U.S.A. : 0,9 %).

### Mardi 25 :

- M<sup>e</sup> Tixier-Vignancour est élu au Conseil de l'Ordre des Avocats.

### Mercredi 26 :

- 800 prêtres et pasteurs signent un appel pour l'amnistie des 5 détenus ayant aidé le F.L.N.

## JUILLET

### Mardi 3 :

- Charles De Gaulle se rend à Bonn.

### Jeudi 11 :

- Reprise des contacts avec la Grande-Bretagne, décidée à Bruxelles.

### Dimanche 14 :

- « La Pravda » publie un réquisitoire particulièrement vif contre la Chine.

### Lundi 22 :

- Des travailleurs noirs et nord-africains se livrent une bataille rangée à Saint-Denis (Seine).
- Nasser renonce au projet de fusion entre la Syrie et l'Irak.

### Vendredi 25 :

- Reuter annonce que l'inscription de l'étudiant James Meredith a nécessité la mobilisation de 23.000 soldats, et a coûté 8 millions de dollars au gouvernement américain.
- 11.000 mineurs en grève dans les Asturies, à l'instigation des phalangistes, groupés au sein du « cercle Jose Antonio ».

(suite page 6)



24 JANVIER 1960 : Une signification révolutionnaire.

## UNE NOUVELLE ÉTAPE

*Ce premier numéro de 1964 marque le début d'une étape nouvelle. L'année 1963 fut délibérément consacrée à l'étude et à la réflexion. Solidaires de tous ceux qui avaient lutté, refusant le désespoir, nous décidions de préparer méthodiquement les embrassements de l'avenir.*

*Nous savions que l'autosatisfaction est aussi néfaste que la résignation, lorsque les faits condamnent les chemins suivis. Notre expérience nous rappelait que l'histoire récompense les longues espérances et les lentes entreprises. Nous avons vu éliminer une révolte soumise à l'idéologie progressiste des forces qu'elle prétendait détruire. Nous avons vu l'impuissance des « nationaux » à se faire entendre, paralysés par des formules et des gestes d'un autre âge. Nous avons vu naître un monde nouveau, pulvérisant les habitudes et les façades rassurantes. Après le coffre-fort et la couronne, nous avons vu se retourner contre les patriotes, le sabre et l'autel, si longtemps confondus avec la Tradition.*

*Il nous fallait donc dépouiller celle-ci des déguisements dont le temps l'avait chargée. Il fallait la retrouver dans son intensité crue, même si l'éclat en était trop brutal. Nous connaissions d'avance les difficultés de cette entreprise. Mais comment aurions-nous pu douter de sa nécessité ?*

*Les grands bouleversements de l'Histoire ne sont pas dus à l'apparition ou à la disparition de quelques hommes-clefs, mais à de lents mûrissements. L'explosion vient à son heure, lorsque les faits condamnent la société agonisante, confirment l'idée nouvelle que répand une force organisée.*

*Encore faut-il que l'idée nouvelle existe, cohérente, complète, formulée, influente. Pour l'heure, les doctrines « nationales », abondamment pourvues de réflexions justifiées sur la forme de l'Etat, sont indifférentes à la vie. Au contraire, les mondialistes, dont le marxisme a pris la direction, apportent une conception globale de l'existence et une réponse logique aux questions que pose la vie quotidienne des hommes et des collectivités. Rien ne leur est étranger. Elles pèsent sur chaque individu en ce qu'il a de plus secret. Philosophie, morale, lois, mots d'ordre, s'emboîtent dans un ensemble complet, auquel fort peu parviennent à échapper. Une référence identique fixe la signification de l'art tout comme l'attitude de l'homme devant le contrôle des naissances ou les méthodes d'enseignement.*

*Cette conception globale, fondée sur quelques dogmes fort anciens, dérape, aujourd'hui, sur l'implacable réalité. La vie est plus forte que les dogmes universalistes et les pseudo biologistes soviétiques ne sont guère pris au sérieux, qui veulent plier la science à l'idéologie.*

*Nous nous sommes donc mis en route. Nous avons planté les premiers jalons d'une pensée positive qui reflète, dans ces dernières années du xx<sup>e</sup> siècle, notre tradition occidentale.*

*Les résultats sont là. Grâce à tous ceux qui ont compris cette nécessité et s'appliquent à transposer notre pensée dans les domaines les plus variés. La vaste prospection économique du C.E.P.E.O., les études et les thèses publiées en une année, les conférences et les cercles organisés spontanément par des étudiants, la reprise de nos explications par des inconnus, sont autant de satisfaction.*

(suite de la page 4)

**AOUT****Lundi 5 :**

- Signature du traité de Moscou, sur le contrôle des explosions nucléaires, qui consacre une victoire diplomatique soviétique de toute première importance.

**Samedi 10 :**

- Manifestation paysanne à Douai.

**Jeudi 15 :**

- Démission de l'abbé Fulbert Youlou, sur pression de ses concitoyens.

**Jeudi 22 :**

- Les évêques américains ordonnent à leurs fidèles de lutter contre la ségrégation.

**Mercredi 28 :**

- Manifestation à Lisbonne : 200.000 Portugais affirment leur soutien à la politique d'Outre-Mer de leur gouvernement.
- A Washington, une « marche » rassemble 100.000 noirs.

**SEPTEMBRE****Lundi 2 :**

- Procès du lieutenant Delhomme. Sa déclaration nationaliste, lue hors de sa présence, lui vaut la réclusion à perpétuité.

**Samedi 7 :**

- Le général Vanuxem, en raison de sa bonne conduite, est acquitté ; Maurice Gingembre : 10 ans de détention criminelle, colonel de Blignières : 6 ans.

**Lundi 9 :**

- L'U.R.S.S. rappelle de Chine ses savants atomistes.

**Mardi 10 :**

- Des fanatiques israéliens attaquent les missions chrétiennes en Israël.
- Rentrée scolaire en Alabama (U.S.A.). Le gouvernement y procède par l'envoi de troupes fédérales.

**Jeudi 12 :**

- A Paris, présentation du plan technocratique de « stabilisation ».

**Dimanche 15 :**

- Ben Bella devient président de la république algérienne.

**Dimanche 22 :**

- Maurice Thorez appelle au front commun avec les socialistes.

**Lundi 23 :**

- Arrestation de Georges Pâques, « Verdun » dans la résistance, sous l'inculpation d'espionnage au profit de l'U.R.S.S., depuis plus de 10 ans.

**Mercredi 25 :**

- Charles De Gaulle est reçu avec beaucoup de froideur en Avignon.

**Jeudi 26 :**

- Jean-Claude Dumont, jeune pied-noir patriote, est condamné à mort par la Cour de Sécurité de l'Etat.

**Samedi 28 :**

- Les américains annoncent leur intention d'évacuer une partie de leurs troupes d'Europe.

**Dimanche 29 :**

- Un pèlerinage à Chartres pour l'amnistie rassemble 30.000 personnes.
- Violents troubles en Kabylie.

**OCTOBRE****Mardi 1<sup>er</sup>**

- Ben Bella nationalise encore des terres appartenant à 6.000 européens.

**Samedi 5 :**

- Le retour d'office à la vie civile de 4.000 officiers est décidé.

**Jeudi 10 :**

- Mac Millan démissionne, victime indirecte du « scandale Profumo ». Il est remplacé par Lord Home.
- Les Etats-Unis décident de livrer 40 millions de quintaux de blé aux russes, pour renflouer leur économie.

**Mardi 15 :**

- Les troupes françaises évacuent la base de Bizerte.

**Mercredi 16 :**

- Ludwig Ehrhard est élu chancelier fédéral. Il succède à Adenauer, et s'affirme opposé aux conceptions gaullistes sur l'Europe.

**Jeudi 17 :**

- Le 18<sup>e</sup> anniversaire de la prise du pouvoir par Juan Peron déclenche une manifestation de 60.000 justicialistes à Buenos Aires.

**Mercredi 23 :**

- Grève des cheminots.
- M. et Mme Edgar Faure, en mission semi-officielle, sont reçus par M. Chou-en-Lai.

**Samedi 26 :**

- Tito achève un voyage d'un mois aux Etats-Unis. Il a supporté plusieurs manifestations.

**Mercredi 30 :**

- Cessez-le-feu entre l'Algérie et le Maroc. La guerre (de frontières) durait depuis le 5 octobre.
- Grève des employés de banque.

**NOVEMBRE****Vendredi 1<sup>er</sup> :**

- Putsch militaire à Saïgon avec la complicité des Etats-Unis. Le président Ngo-Dinh-Diem, et son frère Ngo-Dinh-Nhu, sont assassinés par les émeutiers.

**Mardi 6 :**

- Grève et manifestation des mineurs.

**Jeudi 7 :**

- L'ouverture de l'Université s'accompagne, à Paris, de heurts violents entre étudiants et policiers.

**Mardi 12 :**

- Manifestation très violente à Montpellier. Viticulteurs et étudiants luttent, au coudé à coudé, contre les forces de répression.

**Dimanche 17 :**

- M<sup>e</sup> Tixier-Vignancour annonce, à Montbrison, son intention de se présenter aux élections présidentielles.

**Mercredi 20 :**

- Le hongrois Lazlo Marton, réfugié en France après 1956, combattant de l'Algérie française, est condamné à la réclusion criminelle à vie.

**Vendredi 22 :**

- Le président Kennedy est tué à Dallas (Texas) par un terroriste marxiste, Lee Oswald, déjà coupable d'une tentative d'assassinat contre le général Walker.

**Lundi 25 :**

- Début de la semaine de revendications étudiantes. L'U.N.E.F., la F.N.E.F. et les Etudiants Nationalistes, protestent contre les conditions de travail dans l'Université.

**Mardi 26 :**

- Grève de la S.N.C.F.

**(Suite de l'Éditorial)**

*Ce travail d'une année, les sympathies que nous avons rencontrées, nous commandent de diffuser plus largement cette pensée. Les réveils qui se produiront en 1964 favoriseront une prise plus réelle sur l'événement. Les luttes qui se préparent, permettront d'affirmer l'existence d'un courant nouveau.*

*C'est pourquoi Europe-Action se compose désormais de trois publications.*

*Cette nouvelle formule mensuelle, illustrée, plus ouverte, mais onéreuse, documentée, en formera le centre. Elle s'accompagnera d'un supplément trimestriel, « Les cahiers d'Europe-Action » consacré aux études de fond et qui retrouvera la présentation de 1963. Enfin, chaque semaine, un supplément hebdomadaire, sur abonnement spécial, apportera l'explication de l'actualité.*

*Ainsi pourrions-nous répondre plus efficacement à ce que l'on est en droit d'exiger d'Europe-Action.*

*Au seuil de cette année, nous exprimons nos vœux à tous nos lecteurs, à tous ceux qui paient leur droiture de leur liberté, à leurs familles, à tous ceux qui luttent pour vivre dans un Occident fier et libre, enfin à nos confrères et particulièrement à Rivarol, Minute, Aspects de la France, Charivari, si durement frappés l'an dernier pour leur courage.*

« Europe-Action »

**DECEMBRE****Dimanche 1<sup>er</sup> :**

- Emeutes sanglantes à Dakar, à la suite des élections présidentielles (candidat unique : M. Sanghor).

**Mercredi 4 :**

- A l'occasion de la clôture de la 2<sup>e</sup> Session du Concile « Vatican II », Paul VI annonce son intention de se rendre en pèlerinage en Israël.

**Jedi 5 :**

- Constitution à Rome d'un cabinet de gauche dirigé par M. Moro, le « Mendès italien » et dont font partie les deux leaders socialistes : MM. Nenni et Saragat. Cette combinaison reçoit l'appui du Vatican.
- Salle de la Mutualité la Fédération des Etudiants Nationalistes définit ses positions politiques.

**Mercredi 11 :**

- Le statut des objecteurs de conscience est adopté par l'Assemblée nationale.

**Samedi 14 :**

- M. Chou-en-Lai, 1<sup>er</sup> ministre chinois, entreprend une tournée publicitaire en Afrique.

**Mercredi 18 :**

- Violentes manifestations d'étudiants noirs à Moscou, pour protester contre le « racisme » des Russes.

**Lundi 23 :**

- Signature des accords de Bruxelles sur la politique agricole commune entre les Etats du Marché commun.

**Mardi 25 :**

- Un Allemand de l'Est qui tentait de franchir le mur de Berlin est tué par la police communiste.

**Jedi 26 :**

- Ouverture du procès du colonel Antoine Argoud, enlevé sur le territoire allemand par des « barbouzes ». Condamné à la réclusion perpétuelle.

## Le gâteau européen

Pierre Marcenet.

La mort de J.-F. Kennedy, si elle a marqué profondément le climat et la situation politique aux Etats-Unis, n'a pas, pour l'heure, modifié sensiblement le contexte des événements internationaux.

Les récentes mesures de désarmement, purement symboliques d'ailleurs, prises par le gouvernement soviétique, s'inscrivent dans la ligne politique inaugurée par le traité de Moscou, accord capital que l'on doit à l'administration Kennedy. Que l'arrêt des essais nucléaires soit ou non complété par un pacte de non-agression, le gouvernement américain a, d'avance, choisi résolument la politique de « dégagement », et les effets en sont multiples.

### Le Sud-Est asiatique.

La carte neutraliste jouée par Kennedy au Laos, a permis au Pathet-Lao, d'obéissance communiste, de prendre le contrôle de la moitié du pays, et, en particulier, de tous les points de passage menant au Sud-Vietnam. Dans le même temps, la Maison-Blanche prétendait mener une guerre à outrance contre le Viet-Cong et soutenir le régime de Saïgon, avant de provoquer sa chute et l'assassinat du président Diem. N'est-il pas remarquable que l'un des plus pro-

de plus en plus généralisé, l'Angola n'en reste pas moins l'objectif premier de la conscience universelle. Malgré l'état désastreux de leur monnaie, les américains vont payer la plus grande partie des 80 millions de dollars du déficit enregistré par l'O.N.U.

### Dupes en Algérie.

En Algérie, les bonnes relations avec Ben Bella, n'empêchent pas le monde arabe de chercher son inspiration politique en Extrême-



BERLIN : symbole de l'Europe écartelée.

ches conseillers, de Kennedy, l'une de ces « têtes d'œufs » progressistes, nommé Kennan, ait déclaré à « l'Express », qu'il était « partisan de l'abandon total des positions américaines du Sud-Est asiatique ». Selon ce théoricien, le neutralisme généralisé serait justifié par les dangers d'un « gigantisme », dont, en fait, les pays communistes ont, ces dernières années, largement tiré profit.

De même, en Afrique, la politique de décolonisation a entraîné l'extension d'une anarchie profitable aux manœuvres communistes. Le Congo sombré dans un désordre

Orient. Nasser, puis les dirigeants arabes, reçoivent en grande pompe Chou-en-Lai, le premier ministre de la Chine communiste, au moment où l'on s'accorde à prévoir qu'elle fera bientôt partie des Nations-Unies, dont la représentation afro-asiatique, de plus en plus large, tend à prendre le contrôle. Et c'est encore en Alger que l'on retrouve les représentants du régime cubain. Ils n'ignorent pas qu'aux Etats-Unis, les menaces funambulesques d'un conflit mondial n'ont servi qu'à excuser le refus catégorique de la Maison-Blanche, de porter à Castro, en

avril 1961, le coup décisif souhaité par l'immense majorité du peuple américain. Ce « neutralisme actif » vis-à-vis de Cuba favorisant, en Amérique du Sud, l'extension des foyers terroristes communistes, le mot d'ordre du gouvernement américain d'accentuer au contraire la lutte contre les régimes résolument anti-communistes d'Amérique latine, Honduras ou République Dominicaine, donnent encore, à ces retrouvailles, le caractère d'une réunion de clan.

### Une tradition capitaliste.

En Europe, l'opération publicitaire et criminelle « Big Lift » (1), parfaitement inapplicable en temps de guerre, surtout en temps de guerre nucléaire, permet de justifier, aux yeux de la population inquiète ou alarmée, le retrait massif des forces américaines et l'ouverture aux soviétiques de la route de l'Atlantique. Cette politique de recul tactique généralisé s'accompagne d'une tentative de séduction de l'adversaire, grâce à l'aide économique et au dollar.

En 1928, les capitalistes américains fournissaient à l'U.R.S.S. l'aide nécessaire à la mise en route de son industrie lourde ; en 1943, les accords « Prêt-Bail » lui offraient vivres, fournitures multiples et matériel de guerre ; voici trente-cinq ans, les U.S.A. apportaient à Staline l'appoint décisif qui permettait aux Soviétiques de réaliser leur premier plan quinquennal. Et, pour reconnaissance, les états communistes menaçaient, dès 1945, leurs bienfaiteurs, de déclencher une guerre mondiale. L'administration Kennedy entreprenant de sauver, par des livraisons massives de blé, l'économie soviétique en échec, le président Johnson poursuivant la même politique et permettant, malgré l'opposition populaire des dockers des ports du pays, l'expédition de la commande, n'ont fait que reprendre à leur compte la même politique inconsciente ou complice. Mieux encore, les Etats-Unis ne

vont-ils pas, en réponse à l'appel lancé par M. Krouchtchev, prendre en charge, pour une large part, le développement de l'industrie chimique de l'U.R.S.S. ?

### Le conflit sino-soviétique.

Il est certain que le traité de Moscou d'août 1963 a consacré le rapprochement des deux blocs extra-européens. Mais cet accord lui-même trouve une cause partielle dont la querelle sino-soviétique qui, de façon larvée depuis 1960, ouverte depuis quelques mois, agite l'église communiste. Il serait facile, mais vain, de ne voir là qu'une divergence tactique ou momentanée. La faille, en réalité, est irréductible. Bien que soumis à la même idéologie, russes et asiatiques, se trouvent confrontés avec les réalités de la vie, réflexe blanc (récemment encore, des incidents raciaux se sont déroulés à Moscou) ou poussée raciste des jaunes, et cela influe sur toutes les données politiques. Leurs méthodes se différencient, leurs objectifs divergent, et l'accord se fait toujours plus difficile. Les rapprochements que peut imposer l'actualité, ne changeront rien, dans l'avenir, à cette situation.

De toute manière, le traité de Moscou, signé dans l'esprit même de Yalta, a totalement transformé la situation politique antérieure. Les soviétiques sont redevenus, pour les gouvernants capitalistes, les « bons amis » d'autrefois. Et ils le resteront jusqu'au moment où, leurs problèmes économiques réglés, tout comme en 1945, ils n'auront plus de profit à tirer d'une collaboration avec les occidentaux.

Mais Kennedy et les siens ont ouvert la « nouvelle frontière », non contre le danger communiste, mais contre leurs propres compatriotes, le petit peuple qui refuse le métissage et la politique d'abandon.

Face aux politiques rivales de l'U.R.S.S. et de la Chine, les hommes d'affaires, les technocrates qui contrôlent les rouages des organismes occidentaux, ne vivent en fait qu'aux spéculations financières. L'ouverture ou la prise de marchés commerciaux demeure l'impératif absolu. Les reculs territoriaux continus n'ont aucune

importance pour eux. On choisit une politique à courte vue, visant le profit immédiat, au risque d'entraîner, à plus ou moins brève échéance le naufrage général. Au nom de la politique du dollar, l'Europe occidentale risque d'être abandonnée demain au communisme, pour faciliter l'ouverture du marché européen. L'idéologie universaliste vient, à son tour, appuyer la politique des milieux d'affaires tout puissants.

### Quand De Gaulle s'en mêle...

Quant à la mission d'Edgar Faure à Pékin, au projet gaulliste d'une Asie « neutralisée » par la reconnaissance officielle d'Ho-Chi-Minh et Mao-Tsé-Toung, l'un et l'autre démontrent que l'erreur politique de Kennedy peut encore être dépassée. Car il ne s'agit plus seulement de la reconnaissance d'un état de fait, mais d'une amorce de soutien économique de la Chine communiste, à l'heure même où, rappelés en U.R.S.S., les techniciens soviétiques viennent de l'abandonner à son sort. Dans une récente conférence de presse, Charles De Gaulle proposait à l'U.R.S.S. une alliance avec les pays européens contre un monde jaune menaçant ; aujourd'hui, il n'y a plus que de « bons chinois ». Cette volte-face laisse à penser sur le crédit des déclarations des politiciens occidentaux. Ne peut-elle être rapprochée de l'attitude de Kennedy, lançant à Berlin : « Je suis un berinois ! », tout en se disposant, en même temps, à faire évacuer de l'Europe, la plus grande partie des forces américaines ?

Les soviétiques ont parfaitement compris que leur intérêt était de poursuivre la politique de dégage-ment prônée par le bloc capitaliste. Kennedy a été soutenu par eux, jusque dans la préparation des élections de 1964. Les Soviétiques poussaient le raffinement jusqu'à lui offrir le rôle de « fermeté », qui faisait cruellement défaut à son visage électoral.

Rapprochés ou en crise, les deux blocs s'entendent toujours pour se partager les territoires européens. Tout s'y rapporte, le reste n'est qu'incidences.

(1) « Big Lift » : grandes manœuvres américaines portant sur un pont aérien de transport des troupes nécessaires à la défense de l'Europe en cas de conflit.



## L'assistance aux sous-développés

Guy Persac.

Après l'année du 1<sup>er</sup> juillet, ce mélange de Saint-Barthélémy et de Sedan, 1963 devait être l'année sociale, cette carotte que l'on tend aux Français depuis 30 ans. Nous eûmes l'inflation galopante, le social étant réservé à d'autres : les pays que l'on dit en voie de développement et dont, en fait, la caste dirigeante vit somptueusement, d'une mendicité que l'on nomme coopération.

### 300 F par contribuable.

L'aide financière dispensée à l'extérieur par le gouvernement et le patronat en 1962 (dernière année pour laquelle on dispose de chiffres officiels), s'est élevée à 6.921 millions de NF, soit près de 3 % du Produit national. C'est un record mondial, qui nous place au premier rang en pourcentage, les Etats-Unis étant les seuls à nous dépasser en valeur absolue. Sur fonds publics, la dépense a été de 4.911 millions, c'est-à-dire 7 % du budget de la Nation, plus que les budgets de la Construction et de la Santé Publique réunis, ou encore 300 F par contribuable. Il faut, notamment, ajouter, à cette masse de 700 milliards d'anciens francs, les avances de Trésorerie plus ou moins occultes, dont le remboursement est, bien sûr, aléatoire : 250 milliards ont été ainsi engloutis en Algérie. On arrive donc, pratiquement, au triple du fameux milliard par jour, mis en avant par les adversaires de la présence française en Algérie.

### Ben Bella reconnaissant.

Dans l'aide apportée (involontairement) par les contribuables français aux états nés de la dislocation de notre Empire colonial, l'Algérie est la principale partie prenante. C'est ainsi que cette contrée, la plus récemment dotée du droit à l'anarchie, recevra encore, d'après les prévisions budgétaires de 1964,

1.323 millions de NF. En dehors des « dessous de table », qui pourraient venir majorer ce chiffre, Ben Bella continuera à bénéficier de ses rentes habituelles : 40 NF par tonne de pétrole saharien exporté en France, 50 % des bénéfices des sociétés exploitantes... à moins que, mis en appétit par les 40,51 % du capital de la S.N. Repal, dont on lui a déjà fait cadeau, il ne déclare « biens vacants », l'en-



JOMO KENYATTA, président du Kenya. Etat indépendant depuis le 13 décembre 1963. Le Duc d'Edimbourg a applaudi aux exploits du « maréchal » Mwiriamia, adjoint de Jomo Kenyatta, qui s'est vanté « d'avoir tué une trentaine d'Anglais avec ses mains nues ».

semble des gisements pétroliers, qui subiraient le même sort « socialiste » que les 2.700.000 hectares mis en valeur par les Pieds Noirs et la plupart des 32.000 entreprises leur appartenant.

Ne sommes-nous pas payés de retour ? Ben Bella n'est pas un ingrat : il n'hésite pas à exprimer publiquement son respect pour l'homme qui l'a comblé de bienfaits et lui permet, par ses largesses, de se maintenir au pouvoir. Il en est de même des petits potentats d'Afrique Noire, qui n'ont pas besoin, eux, de réclamer : « des sous, Charlot ! », pour avoir ce qu'ils désirent. Si l'on en croit le rapport de la Commission Jeaneney, les sous-développés, plus favorisés en cela que les travailleurs de l'Etat, ont la garantie de l'échelle mobile. Il est, en effet, prévu de majorer chaque année, en fonction de l'augmentation du

Revenu national, les sommes consacrées à cet aspect de la politique de grandeur...

### Sous-développement ou sous-capacité ?

Depuis la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, les économistes occidentaux s'interrogent sur la meilleure façon de rendre productive l'aide croissante que les pays civilisés accordent aux autres, non seulement sous la forme financière — l'équivalent de 42 milliards de NF en 1962 — mais encore par l'envoi, sur place, de spécialistes de toutes disciplines, (46.000 sont actuellement détachés par la France qui, comme chacun sait, ne manque ni de techniciens, ni d'enseignants), voire par l'immigration massive de chômeurs de couleur sur leurs propres territoires, comme le font la France et la Grande-Bretagne, au risque de créer des problèmes raciaux. Ils doivent constater que les plans qu'ils élaborent ne font pas cesser le gaspillage, que la « décolonisation » n'est pas la condition de la prospérité, que le changement de vocabulaire ne suffit pas à modifier les faits. Ils doivent constater que les pays arriérés, indépendants depuis longtemps, ne progressent pas plus vite que les autres (1), que l'indépendance ne crée pas de nation là où il n'en existe pas, que l'écart s'accroît constamment entre les pays évolués et les autres (2). Ils doivent constater, encore, que les explications par une forte natalité (... ou par le sous-peuplement), par la destruction de la civilisation locale du fait de l'homme blanc (... ou au contraire par la préservation des coutumes indigènes, ou par le néo-colonialisme financier... ou par son insuffisance), ne sont plus convaincantes.

Ils doivent, enfin, prendre contact avec les réalités ethniques et biologiques.

Ils se rendront compte, alors, qu'il n'est de richesse et de pauvreté que d'hommes.

(1) L'exemple de l'Arabie Séoudite et de l'Inde est instructif à cet égard.

(2) ...et qu'il continuera à s'accroître : selon l'O.C.D.E., l'écart, entre le revenu moyen des habitants des pays développés, et celui des sous-développés, doit passer de 1 à 14 en 1962, de 1 à 17 en 1970.

## L'armée à l'heure du "mirage"

Christian Garnier.

Au lendemain de la guerre d'Algérie, le bilan de l'armée se présentait particulièrement sombre : plus de vingt années de luttes stériles, mais nécessaires, lourdes en pertes cruelles, en fatigue physique et morale, avaient vieilli et épuisé nos cadres militaires ;



Où sont-ils aujourd'hui, morts, perdus, emprisonnés, désabusés ?

le matériel, lui aussi, bien fatigué ou hors d'usage, quelquefois inadapté et toujours disparate ; l'armée métropolitaine, hors de France en permanence, une infrastructure laissée à l'abandon.

Cependant, si la guerre d'Algérie s'était achevée en 1958-59, sur la victoire que les Français étaient en droit d'espérer et qui semblait à portée immédiate, ce triste bilan négatif aurait été compensé par le fait que nous possédions alors une armée, qui, la mieux entraînée, avait acquis une riche expérience, en matière de conflits subversifs, ou même classiques. Les réserves comprenaient plusieurs jeunes classes

aguerries et au moins 200.000 parachutistes.

Mais à la suite des événements dramatiques que l'on sait, les meilleurs officiers et sous-officiers sont en prison ou en fuite, quand ils n'ont pas quitté l'armée.

### De belles promesses.

Bien sûr, pour mieux faire passer la pilule, le pouvoir a pris soin de promettre à notre armée un avenir brillant, les yeux fixés à l'Est, une reconversion passionnante à base de grandes manœuvres atomiques. Enfin, l'Armée allait rentrer en Métropole et pouvoir se consacrer aux seules tâches de Défense Nationale qui vaillent : tous seraient utilisés. Il ne pouvait donc, en aucun cas, être question de dégageant des cadres...

En réalité, tandis que, d'un côté, on prêche la coexistence pacifique, la grande fraternité retrouvée de l'Atlantique à l'Oural, on lance, de l'autre, une force de frappe nationale illusoire.

Cette fameuse force de dissuasion, tout au plus bonne à effrayer le Yémen ou Zanzibar, engloutit des sommes fabuleuses et vient, inutilement, aggraver l'isolement diplomatique de la France.

Parallèlement, l'Alliance Atlantique, seul rempart contre une agression soviétique, est consciencieusement sabotée pendant que — faute de crédits — les affectifs de l'Armée de terre sont réduits de moitié, pendant que la mise en chantier de matériel militaire de renouvellement est retardée ou abandonnée, exception faite d'un char de 30 tonnes que, précisément, toute l'Europe nous refuse.

Quant à la reconstruction de l'infrastructure (camps, casernes, champs de tir...), elle passe au dernier plan des préoccupations. La situation n'est guère plus brillante, en ce domaine, que celle des H.L.M.

La Marine ne voit aucun bâtiment nouveau mis en chantier, à l'exception d'une frégate expérimentale. Si l'an 1963 a vu peu de mises à flot et d'entrée en service actif (Porte-Avions « Foch », en chantier depuis longtemps, et quelques escorteurs), 1964 ne verra que celle d'un porte-hélicoptère, dont

beaucoup se demandent à quoi il pourra bien servir.

Nous avons bien ce Q.244, le sous-marin atomique expérimental, en chantier depuis plusieurs années. Mais il est en panne, faute de « certains secrets » ; il ne prendrait guère les flots avant 1967, si tout allait bien.

### Le « Mirage IV ».

L'Armée de l'Air n'est guère mieux partagée : aucun appareil de chasse, aucun avion tactique ne vient remplacer, dans nos escadres aériennes, un matériel volant déjà fatigué. Quant aux nations étrangères, elles ont toutes, à part l'Australie, boudé nos chasseurs « Mirage III ».

Il est vrai, cependant, que nos crédits militaires n'ont jamais été aussi élevés. Ils seront largement utilisés à financer la force de frappe, et tout spécialement les 50 bombardiers stratégiques « Mirage IV (pour un mirage, c'en est un !), dont le rayon d'action est, de toute façon, insuffisant pour atteindre des objectifs catalogués et pour revenir aux bases de départ. Cela, quand Américains, Anglais et Russes renoncent aux bombardiers stratégiques, afin de s'équiper en engins intercontinentaux à moyenne et longue portée et en sous-marin atomiques.

A ce propos, d'ailleurs, alors que De Gaulle abandonne, une à une, toutes les bases françaises outre-mer, on se demande où stationneront ces fameux « Mirage IV » ?

De plus, malgré le « splendide » isolement gaulliste, nous demeurons tributaires des U.S.A. pour la fourniture des quelques avions citernes, devant permettre à nos bombardiers de voler.

Quant à la bombe... car c'est tout de même la (ou plutôt les) bombe (s) qu'il s'agit de porter chez l'ennemi... Prière de se rapporter à son journal habituel. Si tout va bien, là encore, et si le contribuable français a les reins solides, on peut espérer une bombe H, genre Bikini, pour 1970 ou 1972 !

Point n'est besoin d'être stratège ou de sortir de l'Ecole de Guerre, pour réaliser comment Ubu est dépassé !

### On dégage partout.

Ce serait bien la première fois que les promesses du pouvoir seraient tenues. Il en a été du dégage- ment des cadres comme des autres promesses : Messmer a dû se résoudre à reconnaître que, d'ici un an, 4.000 officiers devraient avoir quitté l'armée. 4.000 officiers : pres- qu'exclusivement des cadres de l'infanterie et de l'armée blindée, ajoutés à tous ceux qui se trouvent en prison, en fuite, ou qui, écœurés, ont préféré partir d'eux-mêmes ; cela donne une idée précise de l'importance de ce dégage- ment. On évalue le total à 10.000, soit 1/3 des 32.000 officiers d'active que comptait l'armée.

Mais les motifs de fierté ne man- quent pas ; c'est ainsi que Bizerte, notre grande base navale (utilisée par l'O.T.A.N.) en Méditerranée, a été officiellement abandonnée à Bourguiba. Cette brillante opération de « grandeur française » est, en tout point, digne des absurdes combats de l'été 1961 (qui avaient cependant permis à quelques paras de botter les fesses de Monsieur H).

### Position dans l'O.T.A.N.

Il était entendu que la France devait fournir à l'O.T.A.N. une con- tribution de l'ordre de douze tran- ches divisionnaires modernes, plus les forces aériennes correspon- dantes, et des forces navales, tout en assurant la défense de son propre territoire, avec la protec- tion des arrières, et des lignes de communication de l'Alliance.

En raison de la guerre d'Algérie, ces engagements, et cela s'explique aisément, n'avaient jamais pu être tenus. Mais on pouvait penser que ce conflit, achevé comme l'on sait, les effectifs étant rentrés en France, on allait enfin mettre sur pied ces unités modernes que le haut com- mandement Atlantique nous récla- mait.

Eh bien, pas même ! Actuellement, la France gaulliste ne fournira (encore avec certaines réserves), que quatre tranches divisionnaires, plus un corps aérien tactique.

La défense opérationnelle du ter- ritoire est en panne, l'instruction des réserves négligée. Seules, les

forces de police sont confortable- ment renforcées.

A titre de comparaison, il suffit de rappeler que la République Fédé- rale Allemande a mis à la disposi- tion du bouclier de l'Europe, avec un certain retard il est vrai, les douze tranches divisionnaires et les forces aériennes et navales corres- pondantes qui lui avaient été de- mandées par l'O.T.A.N. Le tout bien encadré et pourvu d'un matériel mo- derne, fourni en partie par les U.S.A. et de plus en plus, par l'industrie nationale.

## L'année économique

Henri Prieur.

1963 a vécu. De l'avis unanime, ce fut une année de transition. Quel en est le bilan ? Comment, en ce début 1964, se présente, dans ses grandes lignes, la situation éco- nomique ? Bien que ne disposant encore que de statistiques parti- elles qui ne couvrent que 8 à 10 mois de l'année, nous allons essayer de voir clair.

Il faut, tout d'abord, toujours penser aux données démographi- ques. En ce début de 1964, la France compte plus de 48 millions d'habitants ; à la fin de l'année, elle atteindra les 49 millions. En 1954, elle en comptait moins de 43, en 1962, 46. Compte tenu des immi- grants, l'accroissement de la popu- lation est d'un million, en moins de deux ans. *Cette augmentation constante du nombre des parties prenantes nous oblige à une expan- sion continue.*

A première vue, c'est le cas. En septembre 1963, l'indice de la pro- duction industrielle accusait une augmentation de 8,2 %, sur sep- tembre 1962. Il fallait simplement noter d'importantes distorsions entre les industries, et deux « creux » dans la courbe de l'in- dice : chute en mars 1963 à la suite des grèves, ralentissement saisonnier plus accentué en août (4<sup>e</sup> semaine de congé). Mais la pro- duction industrielle ne représente qu'une partie du produit national et l'année agricole n'a pas été bonne, entre la rigueur de l'hiver,

les pluies de l'automne 1962 et de l'été 1963 ; les récoltes de céréales et de vin ont été insuffisantes en qualité et en quantité. Malgré le soleil d'automne, « l'amélioration » de la conjoncture mondiale pour plusieurs grands produits (sucre et céréales notamment), les résultats d'ensemble seront médiocres.

En conséquence, le taux d'ex- pansion du produit national (in- dustrie, agriculture, services), ne sera vraisemblablement que de 4,7 %. Cette expansion a permis

## AVEZ-VOUS UNE CULTURE POLITIQUE ?

Voici 12 titres parmi les meilleurs ouvrages politi- ques parus en 1963. Pou- vez-vous mettre à côté de chacun le nom de leur auteur ?

Vous pourrez vérifier vos réponses en vous reportant en page 20

« Les Secrets du Pétrole ».

« Drieu parmi nous ».

« Le Petit Guide des Fonds de Poubelles ».

« Le Coup de Rouge ».

« Fors l'Honneur ».

« Salan devant l'Opinion ».

« Les Enfants de Caïn ».

« Eléments pour une Econo- mie Organique ».

« L'Europe des Banquiers ».

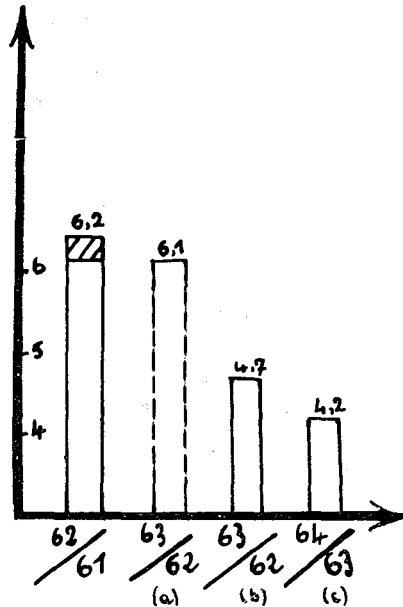
« Le Journal d'une Mère de Famille Pied-noir ».

« Les Volontaires ».

« Le Levain de la Colère ».

une augmentation de la consommation individuelle évaluée à 3,8 % (1).

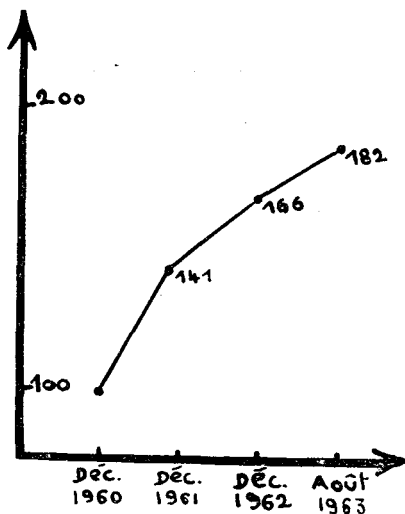
Mais comme le montre le graphique (1), le taux d'expansion est en baisse constante :



I. — Taux d'expansion : a) prévu pendant la période électorale de 1962 ; b) estimé au 15 décembre 1963 ; c) prévu pour 1964.

Quand on constate l'écart entre les prévisions pour 1963 et la réalité, on peut craindre que le taux modeste prévu pour 1964 : 4,2 %, ne soit pas réalisé.

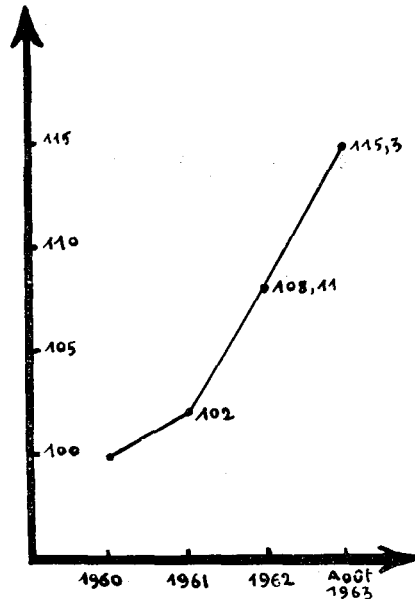
L'état d'inflation dans lequel se trouve l'économie française s'est accentué.



II. — Masse monétaire : base 100 en décembre 1960.

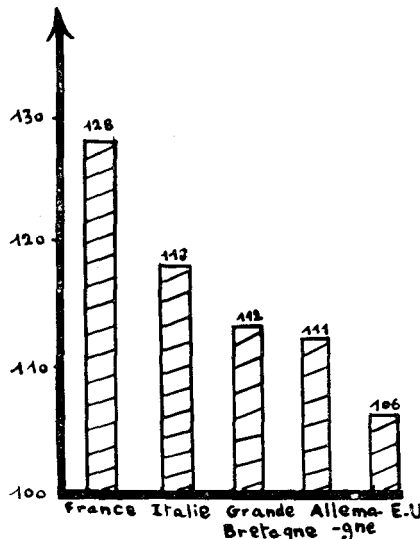
La masse monétaire (graphique II), c'est-à-dire le total des billets en circulation, des dépôts dans les banques, des crédits à l'économie, a augmenté de 82 % depuis décembre 1960, augmentation de beaucoup supérieure à celle du produit national.

L'augmentation des prix à la consommation, pendant la même période, a été, en France, de 115,3 % (graphique III).



III. — D'après l'indice des 250 articles.

Si l'on compare cette augmentation des prix à la consommation en France, avec celle qui a eu lieu



IV. — Base 100 en 1958 à fin septembre 1963.

dans les autres pays occidentaux, l'on constate, fin septembre 1963, qu'en France, ils ont augmenté depuis 1958 de 28 %, contre 18 % à l'Italie et seulement 11 % à l'Allemagne (graphique IV).

Faut-il, dans ces conditions, s'étonner que la balance du commerce avec l'étranger soit devenue déficitaire et que le déficit s'accroisse constamment ?

En résumé, l'année 1963 aura vu une baisse du taux d'expansion, l'accroissement de l'expansion et de la hausse des prix, un important déficit du commerce extérieur.

Le gouvernement a attribué la hausse des prix aux excès de la consommation et a pris des mesures, non pour augmenter l'offre, mais pour diminuer la demande, négligeant le fait que 70 % des industries pourraient augmenter leur production sans modification des effectifs (2).

Pour tenter de stopper l'expansion, il a pris des mesures tendant à créer une crise artificielle de trésorerie (plan de stabilisation) en :

- réduisant les marchés de l'Etat ;
- augmentant certains impôts (taxation des plus values immobilières, etc...);
- diminuant les crédits aux entreprises, en les rendant plus onéreux (augmentation de 0,5 % du taux de l'escompte de la Banque de France);
- bloquant certains prix.

Simultanément, il a essayé de camoufler la hausse des prix « en cassant le thermomètre », c'est-à-dire en bloquant les prix des produits entrant dans le calcul des indices, comme l'avait fait Ramadier en 1957. Mais, alors que ce dernier ne s'était « intéressé » qu'à une vingtaine d'articles, la V<sup>e</sup> République a bloqué 92 produits intervenant pour 51 % dans « l'indice des 179 articles », sur lequel est indexé le salaire minimum (et 114 produits de l'indice des 250 articles). Ainsi, trois poissons seulement figurent dans l'indice : ma-

(Suite en page 18)

(1) Rapport de M. Dumontier — Conseil Economique — 18 décembre 1963.

(2) Enquête de l'I.N.S.E.E. auprès des industriels (juillet 1963).



# LA Poubelle

du BIDON...  
du BIDON...  
du BIDON...

JANVIER 1964 N° 1

**ECONOMIE  
ET FINANCES**

### M. Pompidou : que chacun fasse son travail et tout ira bien !

**CONGO-BRAZZAVILLE** : liste unique pour les élections législatives du 8 décembre.

## NOMINATIONS

**Le colonel Debrosse promu général**

Est promu général de brigade le colonel Debrosse, nommé commandant de la gendarmerie de la 8<sup>e</sup> région militaire (Lyon).

**Le général Katz est nommé commandant de la région de Bordeaux**

Le général de division Katz est nommé commandant de la 4<sup>e</sup> région militaire (Bordeaux).

**SANS COMMENTAIRES**



...ET APRÈS, ÇA, CEUX QUI PRÉTENDENT QUE C'EST PAS UNE VRAIE DÉMOCRATIE...  
... ON LES MANGERA !



La brutalité avec laquelle le Bella devait s'attaquer à la « bo

## L'ACCORD COMMERCIAL FRANCO-ALGÉRIEN

Les conversations commerciales, qui se déroulent depuis le début de la semaine dernière entre les experts français et algériens réunis au sein de l'Union de

..TU ME DONNE 2 MILLIARDS PAR JOUR, ET JE TE REFILE LA RECETTE DU HARKI BOOIII...!



UNE HEUREUSE FORMULE

## Opérettes

### CRÉATION D'UN GROUPE DE DÉPUTÉS SKIEURS

Une vingtaine de députés qui pratiquent régulièrement le ski ont constitué au sein du comité parlementaire pour le sport une sélection de sports d'hiver et d'alpinisme...

il faut bien qu'ils s'occupent...  
...les pauvres !



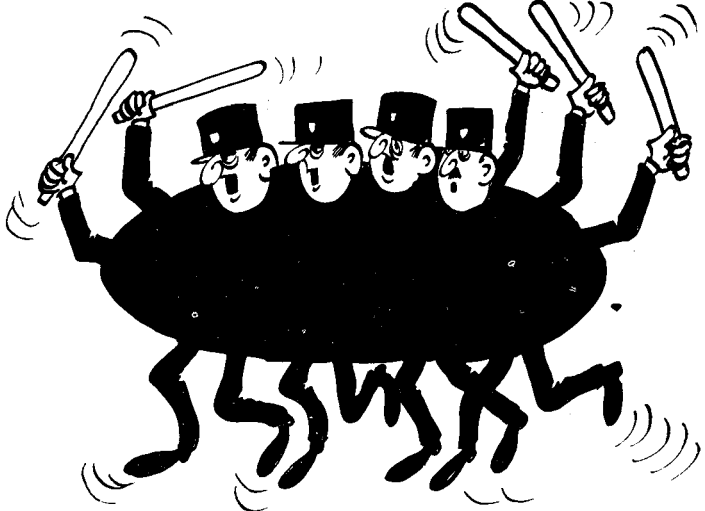
AU MOIS DE DÉCEMBRE CORAL A ENCORE EU 3 CONTRAVENTIONS...  
C.C.P. FOURNI SUR DEMANDE...  
MERCI

## L'ACTUALITÉ SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

EMOTION AU QUARTIER LATIN OU CES TEMPS CI ON A VU A PLUSIEURS REPRISES

UN ÉTRANGE ANIMAL CIRCULER DANS LA RUE... CE MONSTRE EST DANGEREUX ET A DÉJÀ BLESSÉ DE

NOMBREUX ÉTUDIANTS... LA BÊTE N'A PAS ENCORE ÉTÉ CAPTURÉE... QUE FAIT DONC LA POLICE ?



quereau, merlan, morue; ce sont les trois seuls qui sont taxés.

Mais en même temps, le pouvoir continuait ses dépenses « de prestige », dépenses improductives (force de frappe, entretien de Ben Bella et des « rois nègres », etc...) et le budget de 1964 était en nette progression sur celui de 1963 (augmenté lui-même trois fois en cours

Budget primitif de 1963 :  
92.416 millions de F.

Budget définitif de 1963 :  
99.384 millions de F.

Budget primitif de 1964 :  
109.261 millions de F.

A titre d'exemple, le total des dépenses de défense nationale à caractère militaire (non compris les pensions d'invalidité, mais inclus la S.D.E.C.E., les dépenses atomiques et spatiales à but militaire, les écoutes radio), passait de 20.920 millions en 1963, à 22.500 en 1964.

Si l'on ajoute à ce dernier chiffre les dépenses atomiques et spatiales civiles, l'aide au tiers monde, on aboutit à un total de 26.080 millions de dépenses improductives, soit près du quart du budget, ce qui est, pour la France, une charge beaucoup trop lourde.

La situation économique telle que nous venons de la résumer, et sa cause, l'inflation due aux dépenses inconsidérées de l'Etat, entraînent des inconvénients graves, dont l'un, plus particulier, que nous voulons signaler, pèsera lourdement sur l'avenir économique de notre pays et sur son avenir tout court. C'est l'insuffisance des investissements.

Quel que soit le système économique, l'on ne peut consommer que ce que l'on a produit. Pour produire, il faut avoir investi. Or, le taux des investissements diminue, tout particulièrement celui des investissements privés.

D'autre part, dans le secteur public, les investissements des entreprises nationales stagnent (augmentation de 0,8 % de 1962 à 1963, compte rendu de la hausse des prix) et une préférence exagérée est donnée aux investissements improductifs, par rapport aux investissements économiques (3).

(3) Voir rapport Pellenc — 13 novembre 1963 — Tome I.

Deux exemples de cette insuffisance d'investissement sont éclatants :

1) *Le réseau routier.* La France dispose de la même longueur d'autoroute que l'Autriche et en aura mis 100 kms en service en 1963. En outre, elle dépense (en francs constants) moins aujourd'hui pour ses routes, qu'en 1938.

2) *Le logement.* 306.000 construits en 1962 — 320.000, peut-être, en 1963. Il en faudrait 450.000 par an. Ajoutons que la loi sur les plus-values immobilières a arrêté pratiquement toutes les transactions depuis 3 mois et que nous paierons cela par une chute du nombre des logements terminés en 1965-1966, chute coïncidant avec l'arrivée des générations de l'après-guerre.

En conclusion, nous pouvons écrire que si 1963 a été une année dans l'ensemble acceptable, la conjoncture économique en ce début 1964, se présente sous un jour peu favorable, ce qui est la conséquence normale de la politique poursuivie depuis cinq ans (abandon de l'Algérie, subventions inconsidérées aux pays d'Afrique Noire et au Tiers monde, force de frappe). Le moindre événement intérieur ou extérieur, risque de nous précipiter dans une crise, que les mesures malheureuses qui ont été prises depuis septembre 1963 et le maintien à un chiffre exagéré des dépenses improductives de l'Etat, ne pourront qu'aggraver.

## Quel sera leur avenir ?

Jean Denipierre.

Avant 1945, il naissait 500.000 Français chaque année, il en naît 800.000 à présent, et les enfants restent plus longtemps à l'école. Cette situation a été voulue par l'Etat, qui a favorisé l'accroissement du nombre des naissances et allongé le temps de la scolarité obligatoire — sans prévoir les moyens éducatifs correspondants.

Les locaux sont en nombre insuffisant, on le sait; là n'est pas l'aspect la plus délicat de la question. Bien plus grave, est le

problème du recrutement des maîtres.

La raison de la crise, sur ce point précis, est très simple : c'est l'insuffisance des traitements et l'absence de débouchés. Un instituteur débutant gagne 650 F par mois dans la Seine; un professeur certifié 780 F et un agrégé 1.005 F, toujours en début de carrière. De tels tarifs éloignent de l'Education Nationale les éléments les plus ambitieux. Le principal attrait de la profession demeure les vacances. Un tel avantage, lorsqu'il est le seul, n'attire pas les éléments d'une virilité exceptionnelle. De fait, la féminisation du corps enseignant s'accroît (68 % de femmes dans le premier degré, 60 % dans le second, 85 % des candidats-suppléants de la Seine pour la rentrée 63). Ces femmes acceptent un faible salaire parce que, bien souvent, il n'est qu'un appoint à celui de leur mari. Dans ces conditions, nombre d'entre elles considèrent leur profession comme un simple à-côté.

Insuffisance du nombre des maîtres, donc, et aussi insuffisance de qualification professionnelle.

L'Etat doit consentir un effort financier important, s'il veut résoudre la crise actuelle de l'enseignement. Il pourrait, au moins, mieux utiliser les fonds dont il dispose déjà : est-il raisonnable de construire une Université à Abidjan en 1964, alors que les nôtres manquent de locaux? est-il raisonnable de détacher 11.500 enseignants en Algérie, alors que la France manque de maîtres?

Cet effort financier ne suffirait d'ailleurs pas à rétablir la situation : non seulement notre ensei-



gnement ne dispose pas de moyens matériels suffisants, mais il souffre, à la base, d'un vice de conception.

En 1958, 44 % des enfants entraient en sixième ; en 1963, cette proportion atteint 60 % et doit se fixer aux alentours de 75 % en 1970, les 25 % restants devant être dirigés sur les classes « de rebut » du cycle terminal.

### Une conception fautive de l'homme.

Cette augmentation massive des effectifs du second degré est consécutive à la conception marxiste de l'homme : il n'existe pas d'enfants doués ; il n'existe, pas non plus, d'enfants inintelligents ; les hommes naissent égaux en capacité ; les différences proviennent de différences de classes, non de différences de dons ; une même éducation, donnée à tous les enfants, permettra donc d'élever leur niveau intellectuel au même point. (Cette argumentation a été longuement développée par M. Lucien Saive, dans le numéro 113 de la revue communiste « *l'Ecole et la Nation* »).

Cette conception irréaliste conduit à une situation extrêmement grave : ou bien l'on maintient les programmes du second degré dans leur état actuel ; l'enseignement que l'on y donne sera inaccessible à la masse des élèves ; ou bien on veut les mettre à la portée de cette dernière et on abaisse leur niveau au détriment des meilleurs, qui travailleront en deçà de leurs possibilités.

L'entrée massive des enfants en sixième conduit donc au dilemme suivant : faire patauger la masse ou faire piétiner l'élite.

Il n'est pas douteux que l'on choisisse la seconde de ces deux solutions et que l'on en arrive aux conceptions éducatives en honneur aux États-Unis, où les écoles dont les résultats sont anormalement bons, sont rappelés à l'ordre, au même titre que celles dont les résultats sont anormalement bas.

Autrement dit, il n'est pas douteux que l'on sacrifie l'élite à la masse, ce qui est dans la logique égalitariste. On sacrifiera d'ailleurs la masse également, car les malheureux enfants, peu doués scolairement, que l'on aura poussé de

force au lycée, ne feront jamais des intellectuels. Lorsqu'on s'en apercevra, il sera trop tard pour les orienter « manuellement ». Nous risquons donc de ne plus avoir qu'une masse amorphe de manœuvres-sylo, sans aucune qualification.

### Adopter l'enseignement à l'homme.

Rien de solide ne peut être réalisé, en matière d'enseignement, tant que l'on ne voudra pas bâtir sur l'homme réel, au lieu de le faire sur l'homme, vu au travers d'une idéologie dogmatique.

Or, la majorité des hommes est inaccessible à un enseignement de culture générale ; la plupart ont besoin d'une formation élémentaire de base et ensuite, et surtout, d'une formation technique et professionnelle.

La remise en état de l'Université Française supposerait, en premier lieu, la restauration du niveau des études secondaires, par le rétablissement de cet excellent moyen d'orientation, qu'était l'examen obligatoire d'entrée en sixième, et en second lieu, le développement de l'Enseignement Technique et Professionnel, qui devrait être le véritable enseignement de « masse ». Il ne semble pas que l'on veuille s'orienter dans cette voie.

## Le schisme ou l'unité ?

Fabrice Laroche.

En prenant l'initiative d'un voyage en Israël, Paul VI a donné lui-même sa conclusion à la seconde session du Concile, qui vient de s'achever.

Les débats de cette session ont eu, dans la presse, une série d'échos inaccoutumés, que les commentaires, parfois même les interprétations, ont transformé en autant de questions audacieuses, sur lesquelles il est particulièrement intéressant, pour les observateurs, de s'interroger et de tenter de faire le point.

### Le schéma sur l'antisémitisme.

Le centre de cet intérêt a incontestablement été le schéma oecuménique final, dont le seul point 4, présenté par le cardinal Béa, ancien confesseur de Pie XII, est une condamnation formelle de l'antisémitisme. Ce document officiel, intervenant dans l'atmosphère très sensibilisée de Vatican II, où il n'était pas rare de voir les pères conciliaires sollicités, de façon diverse, par des tracts ou des textes anonymes, a immédiatement rencontré l'approbation de la très grande majorité des assistants, que ce soit Mgr Heenan, archevêque de Westminster, Mgr Chopard-Lallier, préfet apostolique au Dahomey,



DRIEU LA ROCHELLE : Il rêvait au « catholicisme mâle du Moyen-Age », mais sans illusion.

Mgr Jacq, du Viet-Nam, le cardinal Meyer, archevêque de Chicago, ou Mgr Jelmini, de Suisse, qui souhaitait que le texte réponde également aux attaques lancées contre l'islamisme, tandis que l'archevêque de Cuernavaca, au Mexique, Mgr Mendez demandait à la fois la condamnation de l'antisémitisme sous toutes ses formes et la révocation des décrets contre la maçonnerie. Pour sa part, le cardinal Béa, se refusant à ce que l'un ou l'autre précise à sa place sa pensée, ajoutait qu'il était temps, désormais, pour l'Eglise, de demander « la

vénération des chrétiens pour la descendance spirituelle du peuple d'Israël ».

Tous les points du schéma ont fait l'objet d'un vote positif, à l'exception du point 4, dont le vote est reporté à l'ouverture de la prochaine session.

Pour autant que l'on en puisse juger, le désir d'unité, très réel, dont a fait preuve le Concile, semble effectivement rejeter, de façon définitive, tout ce qui pourrait encore opposer spirituellement deux grandes religions du monde. Cette opposition, dont, au cours de l'Histoire européenne, plusieurs illustrations populaires se sont répandues, n'aurait-elle donc jamais dû être fondée ?

#### Les artisans du rapprochement.

Non, répondent un certain nombre d'hommes, historiens ou théologiens. Parmi eux, Jules Isaac, récemment décédé, et dont la presse faisait remarquer qu'il avait été personnellement reçu à deux reprises par Jean XXIII, ou Jacques Madaule, l'actuel président des « Amitiés judéo-chrétiennes ».

Ce sont eux, du moins, les deux premiers, qui sont, en France, sur le plan de l'idée, les auteurs véritables du rapprochement judéo-chrétien. Dès 1947, en effet, un message aux Eglises chrétiennes, formulé par le Congrès international extraordinaire des chrétiens et des juifs, réuni à leur initiative, proclamait : « Il faut rappeler que c'est le même dieu vivant qui nous parle à tous dans l'Ancien Testament, rappeler que Jésus est né d'une mère juive, de la race de David et du peuple d'Israël... »

Les sources, auxquelles ces chercheurs se sont référés, sont évidemment des plus diverses. Il est certain qu'elles recourent, pour la plupart, à un certain nombre d'éléments que l'étude historique met à notre disposition.

On sait qu'originellement, les prédictions du Christ se faisaient en araméen, langue sémitique voisine de l'hébreu, en général dans les synagogues. Cela n'est, en soi, guère étonnant, dans la mesure où les noms de famille, l'origine des mots, le cadre dans lequel se donna l'enseignement des apôtres,

ne débordait guère, dans les premiers temps, du cercle israélite. Il faut dire que peu de temps après la mort de Jésus — on disait « *Yéshoua* » en araméen —, l'action prépondérante de Saint Paul et des premières communautés chrétiennes d'Antioche, permirent à la nouvelle religion de s'adresser à des non-juifs. Ce fait était inhabituel, par rapport aux croyances précédentes, toutes centrées sur le peuple dont elles étaient issues.

A travers la phrase de Saint Paul : « Il n'est ni juif, ni grec, ni gentil, mais vous êtes tous frères », le christianisme pouvait désormais tendre à l'universalisme, et se répandre dans tout le monde antique. Cependant, il conserva longtemps encore des caractéristiques qui n'appartenaient ni à l'empire grec, ni à l'empire romain. Extérieurement, ainsi, les réunions continuaient d'avoir lieu dans des synagogues ; à l'exemple du Christ et de ses disciples, toute la chrétienté observa, jusqu'en l'an 380, les rites juifs, dont le sabbat. A cette date, un concile décida de séparer les deux rites.

Il paraît certain que Vatican II a prouvé la nécessité d'une recherche, souvent intéressante, et toujours utile. Cette recherche a d'ailleurs été suivie par un multitude d'observateurs religieux ou politiques, toujours prêts à en tirer des conclusions, mais aussi désireux de savoir dans quelle mesure eux-mêmes n'étaient pas mis en question dans les conclusions qui étaient tirées.

#### Les communistes et le Concile.

Il est certain que le monde communiste, lui aussi agité par par plusieurs tendances, est attentif aux travaux conciliaires. L'intérêt qu'il avait marqué au Vatican, à l'époque de Jean XXIII, est connu ; les effets de cette « main tendue » aux chrétiens, se sont faits sentir dans les domaines les plus divers. Le résultat de Vatican II pouvait déterminer la poursuite de cette attitude. On peut aussi penser que certains aspects du marxisme y poussaient encore. Il est remarquable que, dans une étude philosophique qui fait auto-

## Vérifiez votre Culture Politique

(réponse de la page 15)

Voici les noms des auteurs de 12 titres, parmi les meilleurs ouvrages politiques parus en 1963 :

— « Les Secrets du Pétrole » (Sept Couleurs).

**Pierre Fontaine**

— « Drieu parmi nous » (Table Ronde).

**Jean Mabire**

— « Le Petit Guide des Fonds de Poubelles » (Ed. Saint-Just).

**Coral**

— « Le Coup de Rouge » (Fil d'Ariane).

**Charles Kolb**

— « Fors l'Honneur » (S.E.R.P.).

**M<sup>e</sup> Tixier-Vignancour**

— « Salan devant l'Opinion » (Saint-Just).

**Fabrice Laroche**

— « Les Enfants de Caïn » (Stock).

**Robert Ardrey**

— « Eléments pour une Economie Organique » (Ed. Saint-Just).

**C.E.P.E.O.**

— « L'Europe des Banquiers » (Librairie Française).

**Henry Coston**

— « Le Journal d'une Mère de Famille Pied-noir » (Esprit Nouveau).

**Francine Dessaigne**

— « Les Volontaires » (Presses de la Cité).

**Saint-Loup**

Vous trouverez tous ces livres et bien d'autres à :

**LA LIBRAIRIE DE L'AMITIE**

32, rue Casette  
68, rue de Vaugirard  
PARIS VI<sup>e</sup>

Ouverte tous les jours  
de 11 h. à 23 h.



rité (1), Mircea Eliade ait pu écrire : « Nous avons remarqué, naguère, que Marx avait repris un des grands mythes eschatologiques du monde asiatico-méditerranéen, à savoir : le rôle rédempteur du Juste (de nos jours, le prolétariat), dont les souffrances sont appelées à changer le statut ontologique du monde. En effet, la société sans classes de Marx et la disparition conséquente des tensions historiques, trouvent leur plus exact précédent dans le mythe de l'Age d'Or qui, suivant des traditions multiples, caractérise le commencement et la fin de l'Histoire. Marx a enrichi ce mythe vénérable de toute une idéologie messianique judéo-chrétienne : d'une part le rôle prophétique et la fonction sotériologique (2) qu'il accorde au prolétariat ; d'autre part, la lutte finale entre le Bien et le Mal, qu'on peut facilement rapprocher du conflit apocalyptique entre Christ et Antéchrist, suivi de la victoire définitive du premier. Il est même significatif que Marx reprenne à son compte l'espoir eschatologique judéo-chrétien, d'une fin absolue de l'Histoire ; il se sépare, en cela, des autres philosophes historicistes (par exemple Croce ou Ortega y Gasset), pour qui les tensions de l'histoire sont consubstantielles à la condition et, partant, ne peuvent jamais être complètement abolies ».

### Les initiatives de Paul VI.

De leur côté, les autorités religieuses judaïques ont été très sensibles à l'ensemble de ces événements. Ce fait vaut la peine d'être étudié, au moment où des antagonistes, que le prosélytisme mutuel suscite, naissent encore, telles ces attaques extrêmement violentes, dont ont été victimes les missions chrétiennes d'Israël, voici quelques mois. Un homme comme le grand rabbin Schilli paraissait implicitement les approuver.

En regard, la majorité des interventions s'est faite dans un

sens différent. Interrogé sur le concile, le rabbin Jory Eisenberg répond : « le judaïsme ne peut pas oublier qu'il est la religion-mère, et que le christianisme en est issu. Nous attendons des chrétiens qu'ils nous demandent de rester juifs et qu'ils nous disent : nous avons besoin de vous ». L'« Association pour la propagation du judaïsme » a proposé que les églises ramènent au samedi le Jour du Seigneur, et le « B' naï Brith », association philanthropique israélite, a soumis une déclaration au Concile, qui paraît avoir été accueillie avec bienveillance.

On peut, en effet, s'interroger, sur le strict plan du contexte immédiat, sur les réactions que va entraîner ce déplacement, quant à l'équilibre politique, déjà instable, au Moyen-Orient. Israël, puis la Jordanie, pays à dominante islamique, à l'exclusion de tout autre pays maghrébin, n'ont pas attendu sa réalisation, pour l'interpréter comme une reconnaissance de facto de l'Etat d'Israël : le Vatican a toujours entretenu de bonnes relations, par l'intermédiaire de son représentant à Rome, mais sans toutefois le considérer diplomatiquement.

Qu'en résultera-t-il, si cette interprétation se confirme, et dans quelle mesure, n'y aura-t-il pas là prétexte supplémentaire, Israël se renforçant de cette autorité devant les organismes internationaux, à un heurt violent des communautés en place ?

Et si la tension qui résulte de cette répartition des forces ne se matérialise pas, n'aura-t-elle pas contribué à renforcer celle qui se manifeste dans l'esprit de nombreux chrétiens nationaux ?

LE SECOURS DE FRANCE  
organise une immense campagne en faveur des détenus et de leurs familles.

Ecrire :

SECOURS DE FRANCE

93, rue Réaumur

Paris-2<sup>e</sup>

C.C.P. Paris 16 590.11

## Michel Leroy et le Front Nationaliste

*Le 19 janvier 1962, deux hommes étaient assassinés : Michel Leroy et René Villard. Qui étaient-ils ? Depuis cette date, on s'est souvent posé la question, et ce n'est ni leurs assassins, très discret sur leurs entreprises, ni leurs Amis, plus désireux de l'efficacité du combat que de la révélation « sensationnelle » et prématurée des événements, qui y ont apporté une réponse définitive.*



MICHEL LEROY  
militant révolutionnaire.

*Au sein de l'Etat-Major de l'O.A.S. en Algérie, Michel Leroy tranchait par sa personnalité, sa force de persuasion, son sens politique, sa conscience révolutionnaire, disent tous ceux qui l'ont approché. Son manque d'ambition et sa formation militante expliquent en outre que, pratiquement seul, il n'ait jamais fait sur lui-même la publicité que d'autres affectionnaient.*

*Pour démarrer son activité en Algérie, l'O.A.S. avait été contrainte de s'appuyer sur les seuls éléments correctement organisés, déjà sur place. Ce sont Michel Leroy et*

(1) Mircea Eliade : « *Aspects du Mythe* » — Collection « Idées » (NRF 1963).

(2) Fonction sotériologique : fonction messianique. Pour Marx, le prolétariat, c'est le Messie (en grec Soter = Sauveur).

René Villard qui avaient préparé, des semaines à l'avance, anonymes, l'insurrection dont les généraux allaient prendre la tête.

Lorsque l'O.A.S. fut formée solidement, les mêmes éléments se retrouvèrent au sein du « Front Nationaliste », tout en acceptant, pour assurer l'efficacité de leur activité, de s'incorporer dans les cadres nouveaux qui avaient été créés. Mais cette sûreté dans l'action, ce caractère véritablement responsable qui s'attribuait naturellement aux dirigeants du « Front Nationaliste », Michel Leroy le premier, gêna bientôt tous ceux qui confondaient la révolution et l'arrivisme. L'Algérie française dut-elle périr, il fallait éliminer les concurrents possibles ; tout devait tendre à cela.

#### Ambitions contre convictions.

Il semble bien qu'il faille classer parmi ces dirigeants ambitieux et sans scrupules, l'ancien lieutenant d'Ortiz, Jean-Jacques Susini. Instigateur des multiples « Missions » métropolitaines auxquelles il refusait de donner un rôle politique, artisan de l'éloignement de l'équipe madrilène dont les vues risquaient d'affaiblir son étoile, Susini n'eut de cesse que d'isoler les chefs en titre, Salan notamment, du monde extérieur, et d'intercepter tous les contacts devant leur parvenir. A la fin de 1961, l'admiration des combattants pour Michel Leroy, le fait de trouver en face de ses propositions, une critique politique, devenaient insupportables. La venue en Alger d'un Responsable métropolitain de l'O.A.S., décidé à rencontrer Salan, pour le mettre au courant de la situation exacte, et qui était en relations avec Leroy et le « Front Nationaliste », déterminèrent Susini à brusquer les choses.

Le 19 janvier, Michel Leroy est enlevé par de faux policiers et assassiné par le capitaine Le Pivain, après un simulacre de jugement devant le « soviét des capitaines » ; le 20, René Villard subit le même sort. Il est abattu dans une ruelle proche d'Alger. Dans le même temps, une vaste opération est lancée contre le « Front Nationaliste ». Le 21, une note manuscrite de Susini revendiquant l'assas-

sinat (note destinée au bureau directeur du « Front »), puis c'est la « circulation n° 20 », dans laquelle le général Salan, inspiré par Susini, ordonne que tous « les moyens de coercition » soient mis en œuvre pour détruire les éléments nationalistes. Un peu partout, des disparitions « mystérieuses » se produisent. On fait poser des charges de plastic aux mèches trop courtes, on dénonce. Le capitaine Le Pivain, ami personnel de Villard et Leroy, qui avait compris l'horreur de son acte, est, un mois plus tard, abattu sur dénonciation, par un barrage de police.

#### Devant l'Histoire.

Pour justifier cet assassinat, on tenta de présenter Michel Leroy et René Villard comme des partisans de la partition, ayant eu des contacts « avec Matignon ». En fait, on sait que l'initiative d'un contact avec un représentant du gouvernement, le gouverneur Petitbon en l'occurrence, fut décidée par un responsable de commando « Z », Jean Sarradet. Leroy, au courant, n'avait pas pris position. Susini, au courant également, avait réservé la sienne, suivant l'opinion de l'Etat-Major O.A.S. Sarradet, reçu par Susini le 22 janvier, n'était nullement inquiet. Le « complot », une fois encore, avait été invoqué pour expliquer sa soif de puissance personnelle et le crime.

Condamné par ses anciens compagnons, recherché par d'autres, Jean-Jacques Susini, en négociant lui-même avec le F.L.N., en juin 1962, devait se montrer sous son vrai jour, après avoir abusé beaucoup de patriotes. Deux ans après, il peut être bon, pour l'Histoire, de donner, à ce que les opposants de soutien tentent d'assimiler à une affaire intérieure, le rôle d'explication de premier plan qui lui revient. Mais surtout il peut être bon pour l'action, de savoir que ce mois de janvier fatidique fut aussi, pour l'Organisation Secrète, celui qui marqua son déclin et laissa prévoir sa chute.

Dans notre prochain numéro vous retrouverez nos rubriques, « les livres » et « le Courrier du lecteur ».

## EUROPE ACTION

Rédaction — Administration

Publicité :

9, rue aux Ours — Paris III<sup>e</sup>  
TUR 15-77

Direction de la Publication :  
Christian Poinignon

Éditée par la Société de Presse et d'Éditions Saint-Just, S.A.R.L. au capital de 10.000 F. Siège Social : 9, rue aux Ours — Paris III<sup>e</sup>. Imprimerie H. Dévé et Cie — Evreux  
Dépôt légal édition : janvier 1964  
Périodicité mensuelle — Photo de couverture : Marc Flament

## ABONNEMENTS

#### Abonnement simple :

12 mensuels  
+ 4 trimestriels  
Prix : ordinaire : 30 F.  
(étranger 40 F).  
de sympathie : 50 F.  
de soutien : plus de  
100 F.

#### Abonnement complet :

12 mensuels  
+ 4 trimestriels  
+ 52 hebdomadaires  
Prix : ordinaire : 50 F.  
de sympathie : 90 F.  
de soutien : plus de  
150 F.

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

#### Souscrit un abonnement

simple — complet (1)  
ordinaire, de sympathie, de soutien (1)

A partir du N° .....

Et verse la somme de ..... F

Par virement postal (Libellé à l'ordre des Mandats à C. C. P.) Editions Saint-Just  
Chèque bancaire (C.C.P. Paris 19.689.79

Le : \_\_\_\_\_ Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles.

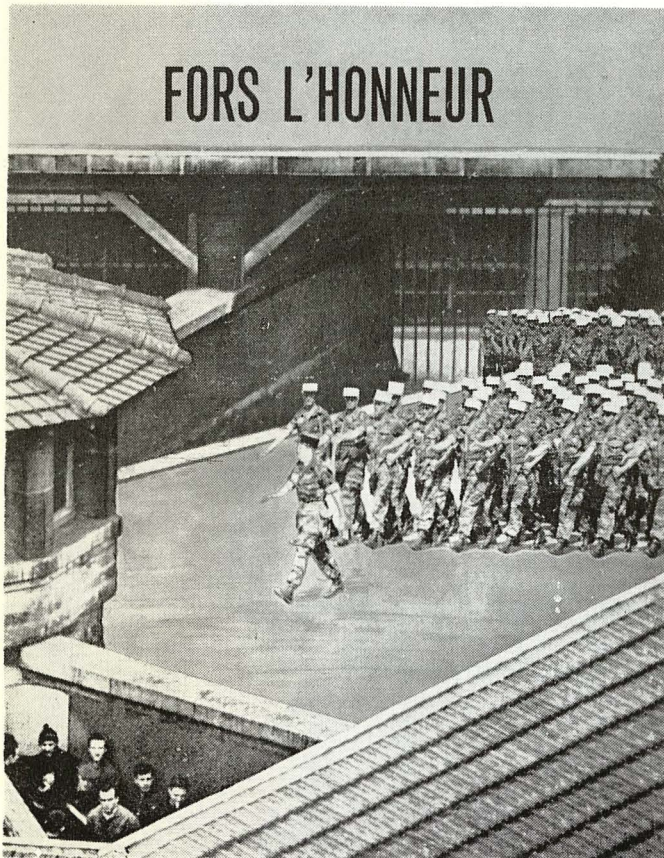
Pour comprendre l'affaire ARGOU D,  
Les origines du "Groupe de Madrid"  
Les correspondances secrètes entre :

ARGOUD, GODARD, SALAN

Lisez le **"LE PROCÈS VANUXEM"**  
de Jean Gauvin

290 pages, 13,90 F  
EDITIONS SAINT-JUST

En vente à la **"LIBRAIRIE DE L'AMITIE"**  
68, rue de Vaugirard — 32, rue Cassette — Paris-VI<sup>e</sup>



VIENT DE PARAITRE

**"FORS L'HONNEUR"**

Album photographique 24 cm x 30 cm.  
Plus de 100 documents photographiques  
Accusés, défenseurs, juges des grands  
procès de l'Algérie Française : Barricades,  
Putsch, O.A.S., les prisons et les camps.

INTRODUCTION DE M<sup>e</sup> Tixier-Vignancour

En vente dans toutes les librairies et à  
la S.E.R.P., 6, rue de Beaune - Paris-VII<sup>e</sup>  
BAB. 41-75 - album 35 F - Franco : 38 F

**UNE EDITION ORIGINALE** numérotée de  
1 à 1.000 et dédicacée, sur demande, par  
M<sup>e</sup> Tixier-Vignancour, est en vente au  
prix de 40 F - Franco : 43 F.

AUX ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE

**Deux livres choc**

ERWAN BERGOT

**Deuxième classe  
à DIEN BIEN PHU**

*Racontée par un légionnaire, la chronique des événements qui marquèrent la fin d'un monde*

GEORGES A. GROUSSARD

**SERVICE SECRET  
1940-1945**

*Si Londres s'était entendu avec Vichy...*

40, Rue du Bac, Paris-VII<sup>e</sup>

